

## DECLARATION DE GREENPEACE SUR LE PROJET DE BUDGET 2017 DE LA CLIN DU BLAYAIS

Bordeaux le 9 décembre 2016

Après examen du projet de budget 2017, soumis à l'assemblée du 9 décembre, Greenpeace ne peut que s'abstenir et ce pour une raison de fond qui tient au refus de l'Etat depuis plusieurs années maintenant de mettre en place un financement pérenne des CLI.

Le budget annuel pour l'ensemble des Cli et de l'ANCCLI, qui est versé par l'intermédiaire de l'ASN, est d'un million d'euros, soit comme l'a indiqué le président de l'ANCCLI, Jean-Claude Delalonde, lors de la conférence nationale du 16 novembre dernier : "70 centimes par personne, par an, pour chaque personne qui habite dans un périmètre de 10 kilomètres autour d'une centrale ».

Rappelons, par ailleurs, qu'aucun gouvernement depuis la loi du 13 juin 2006 n'a mis en place la disposition prévue par son article 22 devenu l'article L125-31 du code de l'environnement et prévoyant que " si la commission est dotée de la personnalité juridique, elle peut recevoir une partie du produit de la taxe instituée sur les installations nucléaires de base".

Enfin, le gouvernement en application de l'article 135 de la loi de finances pour 2016 devait présenter au Parlement, avant le 1er juillet 2016, un rapport sur l'évolution du financement des commissions locales d'information nucléaire et sur leur regroupement national. Ce rapport devait examiner en particulier les modalités selon lesquelles pourrait être créée une contribution acquittée par les exploitants d'installations nucléaires de base, perçue par les commissions locales d'information et leur regroupement, dont le produit serait plafonné et l'excédent reversé au budget général de l'Etat.

Or, à ce jour, soit 5 mois plus tard, le gouvernement n'a toujours pas rendu ce rapport au Parlement et malgré un courrier du président de l'ANCCLI, le 26 septembre dernier, il ne donne aucune information sur la publication prochaine de ce rapport.

Une telle attitude qui laisse à la charge des collectivités territoriales l'essentiel du fonctionnement des CLI est d'autant moins acceptable que les missions des CLI ont été renforcées par la loi relative à la transition énergétique du 17 août 2015.